



# Assemblée générale

Distr. générale  
21 juillet 2011  
Français  
Original: Anglais

---

## Commission des Nations Unies pour le droit commercial international Quarante-quatrième session

### Compte rendu analytique de la 942<sup>e</sup> séance

Tenue au Centre international de Vienne, à Vienne, le vendredi 8 juillet 2011 à 14 h 30

*Président:* M. Moollan.....(Maurice)

### Sommaire

*Point de l'ordre du  
jour*

*Paragraphes*

23	Adoption du rapport de la Commission ( <i>suite</i> ) .....	1-96
----	---	------

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également portées sur un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, au Chef du Service de la gestion des conférences, bureau D0771, Centre international de Vienne.

Les rectifications éventuelles aux comptes rendus des séances de la présente session seront groupées dans un rectificatif unique, qui sera publié peu après la clôture de la session.

V.14-07454 (F)



Merci de recycler

*La séance est ouverte à 14 h 45.*

# **Adoption du rapport de la Commission (suite)**

*A/CN.9/XLIV/CRP.1/Add.16*

1. **M<sup>me</sup> Sabo** (Canada) suggère que l'on supprime, dans la dernière phrase du paragraphe 14, le passage entre crochets "[conformément aux critères et à la procédure applicables]" ainsi que la note de bas de page qui l'accompagne.

2. *Il en est ainsi décidé.*

3. **M<sup>me</sup> Sabo** (Canada) suggère de reformuler la dernière phrase du paragraphe 16 comme suit: "Il a été convenu que ces informations devraient être effectivement communiquées aux personnes en charge des travaux de la CNUDCI au sein des gouvernements des États Membres."

4. **M. Sorieul** (Secrétaire de la Commission) fait remarquer qu'il est rare que le secrétariat sache qui est en charge des travaux de la CNUDCI au sein des gouvernements des États Membres. Il communique avec les États Membres au moyen de notes verbales, par les voies diplomatiques officielles, à savoir les missions permanentes, et n'est pas responsable des problèmes de communication entre la mission permanente d'un pays et la capitale. Il envoie bien des copies des notes verbales aux organisations qu'il sait être concernées par les travaux de la CNUDCI, mais ne peut éviter de passer par les missions permanentes des États Membres, ni se charger d'identifier des particuliers.

5. **Le Président** suggère de reformuler la phrase comme suit: "Il a été convenu qu'en plus de les communiquer par le biais des voies diplomatiques officielles, le secrétariat tâcherait de transmettre ces informations aux personnes qu'il savait être concernées par les travaux de la CNUDCI."

6. **M. González** (Argentine), appuyant les propos du Secrétaire de la Commission, estime que la phrase ne devrait pas être modifiée. Si l'une ou l'autre des reformulations proposées était acceptée, il faudrait que les missions permanentes soient informées de toutes les communications transmises par le secrétariat à des personnes des États Membres qu'elles représentent.

7. **Le Président** suggère qu'à la lumière des propos du représentant de l'Argentine, la phrase soit reformulée comme suit: "Il a été convenu qu'en plus de

les communiquer par le biais des voies diplomatiques officielles, le secrétariat tâcherait de transmettre ces informations aux personnes qu'il savait être concernées par les travaux de la CNUDCI, en tenant toujours la mission permanente informée."

8. **M. Sorieul** (Secrétaire de la Commission) juge qu'imposer au secrétariat de fournir aux missions permanentes des copies de toutes les communications adressées à des personnes des États Membres qu'elles représentent et qu'il sait concernées par les travaux de la CNUDCI serait particulièrement pesant.

9. **Le Président**, appelant l'attention sur l'expression "tâcherait de" dans la phrase qu'il vient de suggérer, indique que le secrétariat n'y serait pas obligé.

10. **M. Sorieul** (Secrétaire de la Commission) signale qu'il est possible d'éviter des lourdeurs administratives inutiles en précisant, dans les notes verbales envoyées aux missions permanentes, que des copies sont envoyées à des personnes des États Membres qu'elles représentent qui sont concernées par les travaux de la CNUDCI.

11. **M. González** (Argentine) suggère de laisser la dernière phrase du paragraphe 16 inchangée et d'ajouter, à la fin du paragraphe, la phrase suivante: "Plusieurs délégations estimaient qu'il serait efficace de distribuer aussi ces informations aux personnes qu'il savait être concernées par les travaux de la CNUDCI."

12. **Le Président** suggère de formuler ainsi la phrase supplémentaire: "Plusieurs délégations estimaient qu'il serait efficace de distribuer aussi ces informations aux membres des délégations auprès de la CNUDCI."

13. *Il en est ainsi décidé.*

14. **M<sup>me</sup> Sabo** (Canada) suggère de reformuler la dernière phrase du paragraphe 18 de façon à faire la distinction entre les commentaires du secrétariat et ceux des membres de la Commission.

15. **M. Jezewski** (Pologne) suggère de supprimer "telle ou telle" dans la deuxième phrase du paragraphe 18.

16. **Le Président** croit comprendre qu'il n'y a pas d'objections aux changements suggérés.

17. *Il en est ainsi décidé.*

18. **M. Bellenger** (France) suggère que dans la première phrase du paragraphe 20, le passage “Il a aussi été suggéré d’approuver la procédure suivie jusque-là par le secrétariat” soit reformulé de façon que le secrétariat explique la procédure qu’il a suivie jusque-là.

19. *Il en est ainsi décidé.*

20. **M. Bellenger** (France), appuyé par **M<sup>me</sup> Sabo** (Canada), propose, afin de mieux refléter les débats, de reformuler la dernière phrase du paragraphe 20 de manière à signaler qu’il a été jugé que la procédure n’était pas assez transparente et efficace.

21. **Le Président** dit qu’au vu de la teneur des débats, il faudrait que le rapport indique qu’il a été jugé que la procédure était bonne, mais pouvait encore être améliorée.

22. **M<sup>me</sup> Keyte** (Royaume-Uni) estime que modifier la phrase comme l’a suggéré le représentant de la France irait à l’encontre du début de la première phrase du paragraphe 21 (“Si cette procédure n’a donné lieu à aucune objection”). Elle suggère de supprimer la dernière phrase du paragraphe 20.

23. **Le Président** croit comprendre qu’il n’y a pas d’objections à la suppression de la dernière phrase du paragraphe 20.

24. *Il en est ainsi décidé.*

25. **M<sup>me</sup> Sabo** suggère de supprimer la première phrase du paragraphe 21, la procédure en question ayant donné lieu à des objections.

26. **M. Bellenger** (France), appuyé par **M<sup>me</sup> Sabo** (Canada), est d’avis qu’il faudrait que le paragraphe 21 indique clairement la procédure qui serait suivie à l’avenir.

27. Il suggère de reformuler le paragraphe de façon à indiquer que suite au débat, la Commission a demandé au secrétariat de communiquer aux États les noms des organisations non gouvernementales qu’elle pensait inviter, conformément au paragraphe 10 de l’Annexe (Règlement intérieur et méthodes de travail de la CNUDCI) du document A/CN.9/697. Il faudrait que le secrétariat communique, avant les sessions de la Commission et des groupes de travail, les listes des organisations non gouvernementales qui y sont invitées.

28. **Le Président** rappelle que l’objectif du rapport de la Commission est de consigner les décisions effectivement prises par cette dernière, et non celles que certains membres de la Commission auraient voulu qu’elle prenne.

29. Le sujet étant délicat, il importe particulièrement que le rapport de la Commission reflète avec exactitude la teneur de la discussion.

30. **M. Jezewski** (Pologne) suggère de ne supprimer que le début de la première phrase du paragraphe 21, à savoir: “Si cette procédure n’a donné lieu à aucune objection”.

31. Il suggère également de remplacer “convenu” par “suggéré” ou “proposé”, dans les deuxième et troisième phrases.

32. **Le Président** convient que la proposition “Si cette procédure n’a donné lieu à aucune objection” est probablement incorrecte et qu’il faudrait donc peut-être la supprimer.

33. En ce qui concerne la modification de “convenu”, il croit se souvenir que la Commission s’était effectivement mise d’accord. Selon lui, il faudrait donc que le mot reste inchangé dans les deuxième et troisième phrases.

34. **M. Bellenger** (France) ne voit pas de différence entre la proposition de sa délégation et ce que le Président semble envisager. La proposition de sa délégation n’avait pour but que de clarifier les conclusions de la Commission.

35. **Le Président** propose, afin de lever les incertitudes, d’insérer entre parenthèses, dans la troisième phrase, un renvoi au paragraphe 17.

36. Hormis la délégation canadienne, aucune délégation ne se montre favorable à la reformulation suggérée par la délégation française. En revanche, personne ne semble s’opposer à la proposition que vient de faire le Président au sujet d’un renvoi au paragraphe 17.

37. **Le Rapporteur** confirme qu’il a effectivement été convenu qu’“il suffirait [...] de renvoyer les États aux listes actualisées qui étaient disponibles en ligne”, mais qu’il a été signalé qu’il faudrait que ces listes soient actualisées *avant* les sessions de la Commission et des groupes de travail.

38. **Le Président** dit qu'à son avis, la troisième phrase du paragraphe 21 indique clairement que les listes seront actualisées avant les sessions de la Commission et des groupes de travail: "Il a aussi été convenu que l'existence de la liste actualisée devrait être rappelée aux États [renvoi entre parenthèses au paragraphe 17] dans la note verbale standard ..."

39. **M. Bellenger** (France) n'est pas certain que la troisième phrase du paragraphe 21 précise assez clairement que les listes seraient actualisées avant les sessions de la Commission et des groupes de travail.

40. **M. Sorieul** (Secrétaire de la Commission) estime qu'il s'agit d'une question importante, résolue au paragraphe 20 ii): "parallèlement, une invitation est adressée aux organisations en question, la liste pertinente des organisations mise à la disposition des États Membres est actualisée". Le secrétariat envisage d'actualiser les listes des organisations invitées avant les sessions en question.

41. **Le Président** suggère d'insérer au paragraphe 21 un renvoi au sous-paragraphe 20 ii).

42. **M. Bellenger** (France) dit que selon sa délégation, tous ces renvois n'éclaircissent pas vraiment la question.

43. Sa délégation fera très attention à vérifier que les listes des organisations invitées ont été effectivement actualisées avant les sessions en question. Dans le cas contraire, la question sera officiellement soulevée, cela avant la session suivante de la Commission.

44. **Le Président** considère que la Commission souhaite adopter le paragraphe 21 avec l'inclusion de renvois au paragraphe 17 et au sous-paragraphe 20 ii).

45. *Il en est ainsi décidé.*

46. *Le document A/CN.9/XLIV/CRP.1/Add.16, tel que modifié oralement, est adopté.*

47. *Le document A/CN.9/XLIV/CRP.1/Add.17 est adopté.*

*A/CN.9/XLIV/CRP.1/Add.21*

48. **Le Président**, se référant à la dernière phrase du paragraphe 2, propose d'ajouter, dans la version anglaise, les mots "continued or" avant "increased representation".

49. Il propose d'ajouter, à la fin du paragraphe 2, la phrase suivante: "En termes de perception, il

importait également que les instruments uniformes de la CNUDCI soient considérés comme le fruit d'un consensus mondial fondé sur une représentation adéquate."

50. **M. Sorieul** (Secrétaire de la Commission) demande d'incorporer une phrase libellée sur le modèle suivant: "On s'est inquiété de ce que la modification proposée de la structure des réunions n'aille à l'encontre des résolutions de l'Assemblée générale A/RES/2205 en date du 17 décembre 1966 portant création de la CNUDCI, A/RES/2609 en date du 16 décembre 1969 et A/RES/31/140 en date du 16 décembre 1976, qui traitaient toutes du problème des conférences de la CNUDCI."

51. **M<sup>me</sup> Sabo** (Canada) propose de reformuler la deuxième phrase du paragraphe 2 comme suit: "Un appui unanime a été exprimé en faveur des efforts ...".

52. En ce qui concerne la troisième phrase de ce paragraphe, sa délégation n'est pas d'accord avec l'expression "n'était pas acceptable". Elle est d'avis que si aucune alternative n'était trouvée à la diminution des frais de voyage des fonctionnaires du secrétariat de la CNUDCI qui assurent le service des réunions à New York, il faudrait accepter la proposition du Secrétaire général. Elle propose de supprimer le groupe de mots suivant: "n'était pas acceptable vu qu'elle".

53. De même, sa délégation conteste l'expression "était inacceptable" qui figure au paragraphe 4.

54. **M<sup>me</sup> Keyte** (Royaume-Uni) suggère de déplacer le paragraphe 3, qui présente le contexte des déclarations formulées dans le paragraphe 2, avant le paragraphe 2.

55. **M. Bellenger** (France) appuie la proposition de suppression du groupe de mots "n'était pas acceptable vu qu'elle" qui figure au paragraphe 2.

56. **Le Rapporteur** propose qu'au lieu de simplement supprimer ce groupe de mots, la Commission trouve une manière plus nuancée d'exprimer son avis sur la proposition du Secrétaire général.

57. **M. Sorieul** (Secrétaire de la Commission) dit que si la Commission n'envoie pas à New York un message exprimant clairement qu'elle n'est pas prête à abandonner l'alternance actuelle des sessions, celle-ci

sera abolie. Il faut que la Commission adopte une position ferme.

58. **M<sup>me</sup> Keyte** (Royaume-Uni), reprenant la suggestion qu'elle vient de faire, propose de reformuler les paragraphes 2 et 3 en les réorganisant en trois paragraphes, comme suit:

"2. La Commission a pris note de la proposition. Un appui unanime a été exprimé en faveur des efforts faits pour réaliser des économies dans l'ensemble de l'Organisation.

3. [Le paragraphe 3 a) figure dans le document A/CN.9/XLIV/CRP.1/Add.21]

3 *bis*. Les États Membres participant à la session ont estimé unanimement que mettre fin à l'alternance aurait des incidences néfastes sur la capacité de la CNUDCI à poursuivre ses travaux d'harmonisation et d'unification du droit commercial international. Ces travaux, a-t-il été dit, supposaient la participation la plus large possible des États aux sessions de la Commission et de ses groupes de travail, de sorte que les normes qui en découlaient soient universellement acceptées. Il a été souligné que les intérêts particuliers des pays en développement devaient être pris en considération, afin qu'ils soient mieux représentés dans les travaux de la CNUDCI. La Commission a exprimé son plein appui au maintien de l'alternance actuelle de ses sessions."

59. Elle propose également de supprimer le passage "si la proposition de mettre fin à l'organisation des sessions par alternance était inacceptable", qui figure au paragraphe 4.

60. **M. Jezewski** (Pologne) dit que sa délégation, qui peut comprendre que la délégation canadienne s'inquiète de l'emploi de qualificatifs aussi forts que l'adjectif "inacceptable", estime toutefois important que la Commission adresse un message clair à New York. Elle est d'accord avec la proposition que la représentante du Royaume-Uni vient de faire, mais estime que l'ajout de l'adjectif "unanime" au début de la deuxième phrase du paragraphe 2 et la reformulation de la troisième phrase en "La Commission n'a pas appuyé la manière dont il était proposé d'économiser sur les frais liés au fonctionnement de la CNUDCI en mettant fin à la pratique consistant à tenir les sessions alternativement à New York et à Vienne vu qu'elle

affecterait la capacité de la CNUDCI à poursuivre ses travaux..." suffiraient à envoyer un message clair.

61. **M<sup>me</sup> González Lozano** (Mexique) soutient la proposition de la représentante du Royaume-Uni.

62. **Le Président** estime qu'en toute logique, il faudrait que le contenu du paragraphe 3 apparaisse avant celui du paragraphe 2. Selon lui, le secrétariat pourrait réorganiser ces deux paragraphes.

63. En ce qui concerne le message à envoyer à New York, aucun membre de la Commission ne soutient l'idée selon laquelle la meilleure manière de réduire les coûts administratifs liés au service de ses sessions serait d'abolir les sessions de New York.

64. **M<sup>me</sup> Sabo** (Canada) dit que, bien que sa délégation estime qu'il faudrait maintenir l'alternance des sessions entre New York et Vienne, elle accepterait à grand regret d'y mettre fin si l'on ne trouvait aucune autre solution acceptable pour réduire les coûts administratifs.

65. **M. Gautney** (États-Unis d'Amérique) dit que la proposition de la représentante du Royaume-Uni est parfaitement sensée.

66. Sa délégation estime surtout qu'il faudrait que la Commission envoie un message clair sans employer de qualificatifs aussi forts qu'"inacceptable". Elle lui préférerait des termes tels que "malavisé" ou "regrettable".

67. **Le Président** dit que la Commission semble souscrire à la proposition de la représentante du Royaume-Uni.

68. **M. Sorieul** (Secrétaire de la Commission) suggère, dans un souci de cohérence avec la proposition de reformulation du paragraphe 2, de remplacer les mots "plein appui" proposés dans le paragraphe 3 *bis* par "appui unanime".

69. **M<sup>me</sup> Nesdam** (Norvège) approuve la proposition de la représentante du Royaume-Uni, ainsi que la modification suggérée par le Secrétaire de la Commission.

70. **Le Président** dit que le Rapporteur lui a suggéré d'ajouter, au début de la dernière phrase de la proposition de paragraphe 3 *bis*, les mots suivants: "Compte tenu de ce qui précède,".

71. Il croit comprendre qu'avec l'ajout suggéré par le Rapporteur et la modification proposée par le Secrétaire de la Commission, le texte proposé par la représentante du Royaume-Uni est acceptable par la Commission.

72. **M. Gautney** (États-Unis d'Amérique) dit qu'il faudrait remplacer l'adjectif "inacceptable" qui figure à la première phrase du paragraphe 4 par un terme tel que "malavisé" ou "regrettable", afin d'employer des qualificatifs moins forts.

73. **M<sup>me</sup> Sabo** (Canada) propose de reformuler le début du paragraphe 4 comme suit: "Compte tenu de ce qui précède, la Commission a exprimé son appui unanime au maintien de l'alternance actuelle de ses sessions et est convenue qu'il fallait faire le maximum pour trouver d'autres moyens..."

74. **Le Président** suggère la formulation suivante: "tout en évitant de supprimer l'alternance des sessions,".

75. **M<sup>me</sup> Keyte** (Royaume-Uni) dit que, bien que sa délégation trouve acceptable la suggestion du Président, elle a déjà proposé de supprimer le passage suivant: "si la proposition de mettre fin à l'organisation des sessions par alternance était inacceptable". Cependant, sa délégation peut convenir de remplacer l'adjectif "inacceptable" par un terme moins fort.

76. Dans la mesure où le paragraphe 4 a pour but de répondre à l'appel lancé par le Secrétaire général en faveur de coupes budgétaires liées à la crise financière, peut-être serait-il possible de reformuler la première phrase comme suit: "En réponse à l'appel lancé par le Secrétaire général en faveur de coupes budgétaires et ayant à l'esprit la crise financière actuelle, la Commission est généralement convenue qu'il fallait faire le maximum pour trouver d'autres moyens..."

77. **Le Président** dit que la Commission devrait, examinant ce paragraphe, se demander quel message il envoie au Siège des Nations Unies. Le paragraphe indique que la Commission a compris la nécessité d'opérer des coupes budgétaires, mais réaffirme sa position selon laquelle il faudrait éviter d'appliquer la solution envisagée au Siège sans bien comprendre la manière dont les travaux de la Commission sont menés. Il faudrait simplement que la Commission modifie le paragraphe en remplaçant le mot "inacceptable" par des formulations telles que "n'était

pas la meilleure solution" ou "devrait être évitée". Le Président croit comprendre que la Commission pourrait accepter une telle reformulation.

78. **M<sup>me</sup> Keyte** (Royaume-Uni) dit, se référant à la première phrase du paragraphe 9, que si cette phrase a pour but de souligner qu'une planification stratégique pourrait être plus efficace, il faudrait peut-être supprimer la proposition "en raison de l'insuffisance des ressources et des coupes budgétaires auxquelles le secrétariat de la CNUDCI était confronté,".

79. **M. Sorieul** (Secrétaire de la Commission) fait remarquer que cette proposition a pour but d'indiquer que la Commission reconnaît la nécessité d'une planification stratégique dans la mesure où les ressources auxquelles elle a accès diminueront bientôt sensiblement. Si on la supprime, le paragraphe risque de donner l'impression que la Commission doute de l'utilité de ses activités.

80. **Le Président** propose de laisser le paragraphe 9 inchangé.

81. **M<sup>me</sup> Sabo** (Canada) estime que la dernière phrase du paragraphe 10 n'exprime pas comme il le faudrait la demande que la Commission a présentée au secrétariat pour qu'il lui fournisse des informations financières complètes lors de la préparation du budget 2014-2015. Elle propose de remplacer cette phrase par le texte suivant: "Il a été demandé au secrétariat d'établir, pour la session suivante de la Commission, un document présentant la situation budgétaire du moment afin que les États puissent, au vu des ressources disponibles, prendre des décisions concernant le programme de travail et les économies."

82. **M. Sorieul** (Secrétaire de la Commission) dit, se référant à la dernière phrase du paragraphe 9, que la note relative à la planification stratégique demandée par la Commission lui permettra de décider de son programme de travail et des économies à réaliser au vu des ressources disponibles.

83. **M. González** (Argentine) partage les réserves de la délégation canadienne au sujet du paragraphe 10. Toutefois, après avoir entendu la remarque que vient de faire le Secrétaire de la Commission, il estime qu'il faudrait simplement supprimer la dernière phrase du paragraphe 10.

84. **Le Président** croit comprendre que la Commission souhaite accepter cette proposition.

85. **M. Bellenger** (France) dit, se référant au paragraphe 15, que les dates de la session du Groupe de travail I restent à déterminer. Sa délégation continue de penser que le plus tôt serait le mieux.

86. **M. Sorieul** (Secrétaire de la Commission) dit qu'il a déjà été expliqué aux membres de la Commission, suite à des discussions tenues avec plusieurs représentants associés aux travaux du Groupe de travail I, qu'il était possible, si nécessaire, de tenir une session du Groupe avant la fin de 2011 sur la base des documents déjà établis, mais que les membres du Groupe n'auraient pas assez de temps pour les examiner. Il a donc été jugé préférable de tenir la session suivante du Groupe en avril 2012 afin de laisser suffisamment de temps pour la préparation et l'examen des documents ainsi que pour les consultations, et de faire en sorte que les États puissent y contribuer, d'autant que le Groupe ne tiendra qu'une session entre la session en cours de la Commission et la fin de 2012. On pourrait envisager, voire imposer, de tenir une session du Groupe de travail I en février ou mars 2012, mais le choix du 16 au 20 avril 2012 a été fait à sa demande après qu'il a consulté plusieurs experts. Si ces dates étaient refusées, il faudrait consulter à nouveau ces experts (ainsi que d'autres parties).

87. **M. González** (Argentine) dit que sa délégation croit comprendre que la Commission a décidé qu'une session du Groupe de travail I se tiendrait en 2011, permutant avec le Groupe de travail III ou VI, et qu'aucune session ne se tiendrait en 2012.

88. **M. Sorieul** (Secrétaire de la Commission) dit, rappelant qu'il vient de dire qu'il était possible de tenir une session du Groupe de travail I avant la fin de 2011, qu'il serait difficile d'en organiser une autre en 2012.

89. **M. González** (Argentine) demande des éclaircissements quant au nombre de sessions du Groupe de travail I qui se tiendront avant la quarante-cinquième session de la Commission et si des ressources ont déjà été approuvées pour une session en 2012.

90. **M. Sorieul** (Secrétaire de la Commission) dit que la Commission a décidé qu'il n'y aurait qu'une session du Groupe de travail I, soit à la fin de l'année 2011, soit au début de l'année 2012. On ne dispose de ressources budgétaires que pour une session, et le secrétariat a réservé les dates et les salles pour 2012.

91. **M. Grand d'Esnon** (France) dit que la tenue d'une session du Groupe de travail I en avril 2012 ne laisserait que très peu de temps pour en assimiler les conclusions avant la session de 2012 de la Commission.

92. **M. González** (Argentine) dit qu'il faudrait revoir la manière dont le budget des sessions des groupes de travail est établi.

93. **M. Sorieul** (Secrétaire de la Commission) dit que la session du Groupe de travail I, en avril 2012, sera précédée de réunions d'experts qui aideront le secrétariat à préparer les décisions que le Groupe devra approuver en vue de leur soumission à la Commission pour adoption.

94. *Le document A/CN.9/XLIV/CRP.1/Add.21, tel que modifié oralement, est adopté.*

95. *Le projet de rapport dans son ensemble, tel que modifié oralement, est adopté.*

96. **Le Président** déclare la quarante-quatrième session de la Commission close.

*La séance est levée à 16 h 40.*